LES ENJEUX

JEUX | LÉGISLATION NATIONALE | RÉGLEMENTATION

Danemark : les enjeux d'un marché des jeux d'argent devenu laboratoire européen



Vincent Reynaert
Publié le 4 janvier 2026 . Lecture estimée : 10 min



Souvent cité mais rarement analysé en profondeur, le marché danois des jeux d'argent s'est imposé comme une référence européenne en un peu plus de dix ans. Ni géant par la taille ni marginal par l'influence, il offre un équilibre singulier entre ouverture concurrentielle, protection des joueurs et stabilité réglementaire. Décryptage d'un modèle observé de près par toute l'Europe.

À première vue, le Danemark ne s'impose pas comme un poids lourd des jeux d'argent européens. Avec moins de six millions d'habitants, le pays ne peut rivaliser ni avec les volumes de mises du Royaume-Uni, ni avec la profondeur industrielle de l'Italie ou de la France. Pourtant, dans les débats réglementaires européens, son nom revient avec une constance remarquable. Non pas comme un marché spectaculaire, mais comme un système qui fonctionne.

Lorsque Nicolas Béraud cite le Danemark comme une référence dans ses prises de parole publiques, le propos dépasse largement la question des chiffres. Ce qui est salué, c'est la cohérence globale du cadre, sa stabilité dans le temps et sa capacité à concilier des objectifs souvent perçus comme antagonistes : attractivité économique, protection des joueurs et lutte contre le jeu illégal.

Comprendre le marché danois suppose donc d'aller au-delà des slogans. Il faut revenir sur la genèse de la régulation, analyser la structure économique du marché, observer les comportements de jeu et identifier les tensions émergentes. C'est dans cette lecture d'ensemble que le Danemark apparaît comme un véritable laboratoire réglementaire à l'échelle européenne.

Le Danemark n'a jamais cherché à faire des jeux d'argent un moteur économique central. Cette position initiale explique sans doute une partie de la réussite du modèle. Le jeu y est traité comme une activité existante qu'il convient d'encadrer, et non comme un levier de croissance à maximiser.

Cette approche pragmatique tranche avec celle de certains pays ayant ouvert leur marché dans l'urgence, souvent sous pression européenne ou face à l'explosion du jeu en ligne illégal. Au Danemark, la réforme a été pensée comme un projet de politique publique structurant, avec des objectifs clairs et assumés.

Plus de dix ans après l'ouverture du marché, ce choix porte encore ses fruits. Le cadre n'a pas été remis en cause dans ses fondations. Il a évolué, parfois durci, mais toujours par ajustements successifs. Une rareté dans un secteur régulièrement soumis à des revirements politiques.

Une libéralisation assumée et lisible

Le 1er janvier 2012 marque un tournant décisif pour les jeux d'argent au Danemark. Le pays met fin à un système largement monopolistique pour ouvrir son marché à la concurrence sur plusieurs segments clés, en particulier les paris sportifs et le casino en ligne.

Contrairement à d'autres juridictions européennes, le Danemark opte pour une ouverture claire. Pas de numerus clausus pour les licences en ligne. Pas de zones grises juridiques. Pas de compromis temporaires. Le message envoyé aux opérateurs est simple : le marché est ouvert, mais il est strictement encadré.

Les principes fondateurs sont posés dès l'origine :

- ouverture sans limitation du nombre de licences en ligne,
- cahier des charges technique et financier exigeant,
- fiscalité définie et stable,
- autorité de régulation unique et centralisée.

Cette lisibilité crée un environnement propice à l'investissement de long terme, tout en posant des barrières à l'entrée suffisantes pour écarter les acteurs opportunistes.

Canaliser plutôt que prohiber

L'objectif central de la réforme est explicite : canaliser la demande vers l'offre légale. Le Danemark part du principe que le jeu existe, qu'il existera toujours, et que l'interdiction pure et simple n'est ni réaliste ni efficace.

Cette philosophie, aujourd'hui largement partagée en Europe, était loin de faire consensus au début des années 2010. En ce sens, le Danemark a joué un rôle précurseur, en assumant que la concurrence régulée pouvait être un outil de politique publique.

Une autorité de régulation au cœur du dispositif

La régulation du marché est confiée à la Spillemyndigheden. Comparable dans ses missions à l'ANJ française ou à la UK Gambling Commission, elle se distingue par son positionnement opérationnel et sa culture de la donnée.



Au Danemark, le régulateur s'appelle la Spillemyndigheden et, à l'instar de l'ANJ, contrôle l'ensemble d'un marché ouvert mais où les règles d'accès respectent un cahier des charges strict.

Ses compétences couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur :

- délivrance et renouvellement des licences,
- contrôle des systèmes de jeu et des RNG,

- supervision des obligations de jeu responsable,
- lutte contre le blanchiment et la fraude,
- suivi statistique détaillé du marché.

Ce qui frappe, à la lecture de ses publications, c'est le niveau de transparence. Rapports trimestriels, études de prévalence, analyses du marché illégal, communications régulières sur les sanctions. Le régulateur documente son action et justifie ses décisions.

Une régulation fondée sur l'observation

La Spillemyndigheden s'inscrit dans une logique d'ajustement progressif. Les règles évoluent, mais rarement de manière brutale. Chaque durcissement est précédé d'une phase d'observation et d'analyse des données.

Cette approche data-driven contribue fortement à la crédibilité du régulateur, tant auprès des opérateurs que des décideurs politiques.

Un périmètre de marché hybride et assumé : Une ouverture réelle sur l'online

Le cadre danois autorise des opérateurs privés, nationaux et internationaux, à proposer :

- des paris sportifs en ligne et en points de vente,
- des jeux de casino en ligne incluant machines à sous, jeux de table RNG et live casino,
- du poker en ligne.

L'absence de limitation du nombre de licences favorise une concurrence effective. Le marché est régulé par la conformité, non par la rareté administrative.

Cette ouverture a permis l'arrivée rapide d'acteurs internationaux majeurs, renforçant l'attractivité de l'offre légale auprès des joueurs.

Le maintien d'un monopole sur la loterie

En parallèle, le Danemark a conservé un monopole public sur les loteries, confié à Danske Spil, opérateur majoritairement détenu par l'État.

Ce choix répond à plusieurs objectifs :

- sécuriser des revenus publics stables,
- limiter l'intensité marketing sur les jeux de masse,
- maintenir un contrôle politique sur des produits à forte diffusion.

Ce compromis, parfois critiqué ailleurs, constitue l'un des équilibres clés du modèle danois.



Le Danemark compte sept casinos dont le plus important se situe dans la capitale du pays, Copenhague. À lui seul, l'établissement concentre entre 35 et 45 % du PBJ des casinos du pays.

Un poids économique solide et maitrisé

En 2024, le produit brut des jeux atteint environ 11 milliards de couronnes danoises, soit près de 1,47 milliard d'euros. La croissance annuelle, autour de 5 à 6 %, traduit un marché arrivé à maturité, mais toujours dynamique.

Cette progression mesurée rassure les pouvoirs publics. Le jeu ne devient pas un secteur incontrôlé, mais une activité économique prévisible et encadrée.

La structure du PBJ est particulièrement instructive. Les loteries restent un pilier, mais le casino en ligne pèse désormais quasiment autant. Les paris sportifs occupent une place plus modérée, tandis que le terrestre traditionnel recule progressivement.

Une croissance soutenue et continue du casino en ligne

Le casino en ligne s'impose aujourd'hui comme le principal moteur de croissance du marché danois des jeux d'argent. En 2024, le segment génère environ 3,5 milliards de couronnes danoises de PBJ (soit 470 millions d'euros), contre un peu plus de 3,1 milliards de DKK en 2023 (420 millions d'euros), soit une croissance annuelle proche de +14 %.

À lui seul, le casino en ligne représente désormais près d'un tiers du produit brut des jeux au Danemark, un poids particulièrement élevé à l'échelle européenne. Cette performance est d'autant plus notable qu'elle s'inscrit dans un marché globalement mature, dont la croissance totale reste modérée.

Dans le détail, les machines à sous en ligne concentrent l'essentiel de la valeur, avec plus de 75 % du PBJ du casino online, devant les jeux de table RNG et le live casino. Ce dernier affiche toutefois une croissance plus rapide que la moyenne du segment, porté par une demande accrue pour des expériences perçues comme plus immersives.

Plusieurs facteurs structurels expliquent cette dynamique :

- une offre dense et concurrentielle, portée par plusieurs dizaines d'opérateurs licenciés,
- une adoption massive du mobile, qui représente plus de 65 % des mises sur le casino en ligne,
- une confiance élevée dans les opérateurs agréés,
- une régulation perçue comme stable et protectrice.

Fait notable, cette croissance ne repose pas sur une fuite en avant technologique. Les joueurs danois recherchent avant tout une expérience fluide, sécurisée et crédible.

Des paris sportifs sous pression dans un marché arrivé à maturité

À l'inverse, le segment des paris sportifs montre des signes clairs de maturité. En 2024, le PBJ des paris sportifs s'établit autour de 2,2 milliards de couronnes danoises (290 millions d'euros), en légère progression par rapport à 2023, mais avec une croissance inférieure à 2 %.

Cette quasi-stagnation s'explique par plusieurs facteurs :

- un marché très concurrentiel,
- une pression accrue sur les marges,
- une offre devenue largement standardisée.

Les paris sportifs représentent désormais environ 20 % du PBJ total, contre près de 25 % quelques années plus tôt. Ce profil rappelle celui observé sur des marchés plus anciens comme le Royaume-Uni, plaçant une nouvelle fois le Danemark en position d'anticipation.



Contrairement à d'autres pays européens comme la Belgique, le Danemark autorise les sites de paris sportifs à sponsoriser des clubs de football comme ici avec Brendby et Betano ou encore Unibet et FC Copenhagen.

Fiscalité : un pilier de la crédibilité du modèle

La fiscalité danoise repose sur le PBJ, avec des taux clairs et différenciés :

- 28 % pour les jeux en ligne,
- 45 % pour les casinos terrestres,
- 41 % pour les machines hors casinos,
- un régime spécifique pour les loteries.

Autre choix structurant, les gains réalisés auprès d'opérateurs licenciés ne sont pas taxés pour les joueurs, renforçant l'attractivité de l'offre légale et la canalisation.

Joueurs, pratiques et canalisation

Les études de prévalence indiquent qu'environ 21,7 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont joué en ligne au cours des 12 derniers mois. Le taux de canalisation dépasse 91 %, l'un des plus élevés d'Europe.

Ce résultat repose sur un alignement rare entre fiscalité, attractivité de l'offre et crédibilité des outils de protection.

Jeu responsable et publicité : des tensions maitrisées

Le registre d'auto-exclusion ROFUS compte plus de 60 000 inscrits début 2025. Les opérateurs sont soumis à des obligations strictes de détection des comportements à risque.

Parallèlement, le cadre publicitaire s'est durci progressivement, alimentant un débat central : jusqu'où aller sans fragiliser la canalisation ? Le Danemark avance par ajustements successifs, sans rupture.

Un modèle robuste, sous tension maîtrisée

Le marché danois des jeux d'argent offre aujourd'hui une photographie rare en Europe. Un écosystème économiquement performant, largement canalisé, socialement encadré et réglementairement stable.

Les défis existent, mais la capacité du Danemark à mesurer, ajuster et corriger sans remettre en cause les fondations fait de ce marché une référence crédible pour les débats européens à venir.